



Revue AE&S 16-1 – Diversification et agronomie : quels enjeux ? Quels défis pour les agronomes ? - juin 2026

Revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations www.agronomie.asso.fr/aes

L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Pour soutenir cette démarche, faites connaître AE&S, adhérez à l'association et faites adhérer votre organisme et vos collègues !



Le besoin en accompagnement des agriculteurs pour la diversification des cultures

Annabelle Revel*, Romuald Carrouge**

*Fédération nationale des CUMA

** agriculteur dans la Marne

Email contact auteurs : annabelle.revel@cuma.fr

Romuald Carrouge est agriculteur en grandes cultures dans la Marne et membre du conseil d'administration de la Fédération nationale des CUMA. Installé en 2023 sur la ferme familiale, il a engagé son exploitation dans une trajectoire de diversification fondée sur les légumineuses et la construction progressive d'une micro-filière de légumineuses à destination de la restauration collective. À travers cet entretien, il revient sur les ressorts agronomiques, organisationnels et humains de ce projet, ainsi que sur les besoins d'accompagnement qu'il identifie pour lever les freins à la diversification.

Formé en agronomie à l'Institut Supérieur d'Agriculture de Lille, Romuald a toujours eu plus d'appétence pour les sciences économiques et la gestion que pour la biologie. Il devient chef de projet marketing puis il s'essaie au commerce, qu'il apprend sur le terrain, dans le monde du vin et l'agroalimentaire pendant une dizaine d'années. A 35 ans, il décide de s'installer sur la ferme familiale marnaise.

Sa ferme de 200 ha est "coupée en deux", avec une partie en Brie et l'autre partie en champagne crayeuse. Aujourd'hui, il cultive 70 ha de blé, 30 ha d'escourgeon, 30 ha de colza, 10 ha de betterave, 20 ha de luzerne et 40 ha de légumineuses alimentaires. L'assolement comprend entre 7 et 10 cultures selon les années.

À l'installation en 2023, l'exploitation est en 100% labour sur un assolement de blé-orge-colza-betterave assez classique pour la région. Cette diversification s'est donc faite en à peine trois campagnes : "On est passé en semis simplifié, on a développé la luzerne et les légumineuses et on a intégré des couverts végétaux (60 à 70 ha derrière les blés). Progressivement, j'ai choisi d'arrêter les insecticides, même en betterave, et les fongicides également sauf sur betterave même si les applications ont été considérablement réduites. C'est l'approche du groupe qui a permis ce changement rapide. Un autre membre de la CUMA était déjà très avancé sur les pratiques agroécologiques. J'ai été séduit par cette approche qui met du sens dans nos pratiques et qui répond bien à la demande du consommateur."

Pouvez-vous présenter votre exploitation et la philosophie qui guide votre système de production ?

Mon exploitation est située dans le Sud-Ouest de la Marne, à proximité de Sézanne. Je suis en grandes cultures, sur environ 200 hectares. Dès l'installation, j'ai souhaité m'inscrire dans un positionnement que je qualifierais d'agroécologique et d'agriculture régénérative. L'idée centrale, c'est d'avoir une approche plus écosystémique des rotations, en cherchant à réduire les dépendances aux intrants par une meilleure intégration des processus biologiques.

Pour moi, la notion de régénération ne s'arrête pas au sol. Elle va jusqu'au contenu de l'assiette. Il y a une recherche d'alignement entre ce que l'on fait dans les champs, la manière dont on produit, et l'impact environnemental et sociétal de cette production. Être agriculteur aujourd'hui, c'est aussi porter du sens et être capable de le faire transpirer jusqu'au bout de la chaîne.

Quelle place a occupé la Cuma dans votre installation et dans cette trajectoire ?

Je ne suis pas du tout "cumiste" à la base. Mais pour mon installation, la Cuma a été déterminante. Je me suis installé en 2023 et, sans la Cuma, je n'aurais pas pu le faire. Le parc matériel sur la ferme était vieillissant et l'investissement individuel n'était pas soutenable. La Cuma s'est donc imposée comme un levier structurant.

La Cuma a été créée en février 2022. C'est une petite Cuma, que l'on décrit souvent comme "une Cuma qui tient dans une voiture". On est en Cuma intégrale, avec quatre membres : la Cuma porte toute la mécanisation de nos exploitations et nous réalisons par son intermédiaire les itinéraires techniques de nos productions en grandes cultures, sur un total de 450 ha. Nous avons un salarié et la Cuma est également un groupement d'employeurs, ce qui renforce son rôle organisationnel. Notre objectif est de recruter de nouveaux adhérents, et pour cela il faut développer une approche séduisante de la Cuma.

Il n'y a pas deux Cuma identiques, ce sont des histoires de personnes, de relations, d'alignement. Cette Cuma s'est construite sur une vision partagée, mais aussi sur des équilibres humains. Ce n'est pas toujours évident d'être alignés tous les quatre, mais c'est ce qui fait l'originalité de cette structuration. Aujourd'hui, avec mon collègue principal sur la Cuma, on porte une grande partie du risque, en portant les essais sur nos deux fermes, mais on assume ce choix parce qu'il nous donne aussi une capacité de décision et d'innovation importante.

Le parcellaire est assez fragmenté, ce qui renforce l'intérêt du collectif. De mon côté, je travaille surtout sur des parcelles d'une dizaine d'hectares, mais les surfaces des parcelles des quatre membres de la Cuma varient de 3 à 26 ha. Le premier gros investissement de la Cuma a été un semoir direct de 12 m à trois trémies. Il était clairement surdimensionné au départ, mais cela nous apporte aujourd'hui une flexibilité et une réactivité décisive. En agriculture de conservation, on sème presque toute l'année, et cet outil nous permet de sécuriser cette stratégie.

Qu'est-ce qui vous a conduit à introduire des légumineuses dans votre système de culture ?

Plusieurs facteurs se sont combinés. Il y avait d'abord un contexte favorable, avec une demande nationale croissante en protéines végétales perceptible dès 2020-2021 via des politiques de santé publique en faveur des protéines végétales, des soutiens publics à l'investissement et des plans de relance ciblés. Mais ce n'est pas uniquement une réponse à un signal de marché.

Les légumineuses s'intègrent pleinement dans notre logique agronomique, notamment en agriculture de conservation des sols. Elles sont au cœur des couverts végétaux, mais paradoxalement, elles restent souvent le parent pauvre des cultures de rente. L'introduction de légumineuses pour l'alimentation humaine permettrait de reconnecter agronomie et économie.

On a commencé prudemment, sur de petites surfaces des membres de la Cuma, 3 à 4 hectares, pendant deux à trois ans. Ce temps a permis d'expérimenter, d'observer, mais aussi de prospecter des débouchés. La diversification ne peut pas être pensée uniquement à l'échelle de la parcelle car elle doit être sécurisée par l'aval.

Pourquoi avoir choisi la lentille comme culture pivot de votre projet ?

La lentille s'est imposée progressivement. C'est une culture emblématique de la diversification, à forte valeur ajoutée, mais aussi très exigeante, qui cumule plusieurs freins. Le manque de progrès génétique est un vrai sujet avec des variétés qui sont peu adaptées aux systèmes à bas intrants et à la diversification. La lentille illustre bien les limites actuelles du système dominant avec peu de recherche et développement, peu de progrès génétique et donc des variétés anciennes encore largement utilisées. C'est un besoin fort que j'identifie pour l'agronomie et la recherche.

La gestion post-récolte est également compliquée. Les premières années, nous faisions de la moisson classique, en attendant le dessèchement complet. Nous avons ensuite basculé vers la moisson décomposée, avec mise en andain et ramassage au pick-up après quelques jours de dessèchement au soleil. Ce choix technique apporte beaucoup plus de souplesse et de réactivité, et permet de mieux gérer les adventices, qui sont souvent à des stades de maturité différents de la culture.

Il y a aussi la question des ravageurs comme la bruche. À ce stade, nous n'avons pas de solution vraiment satisfaisante au champ. Nous expérimentons différentes modalités au champ et au stockage pour pallier cette problématique, comme un Itinéraire Zéro phytos, des cultures associées de céréales et légumineuses, l'enrobage de semences, ou la moisson décomposée.

Ces contraintes montrent bien que la diversification ne peut pas reposer uniquement sur la bonne volonté des agriculteurs. Elle suppose des appuis ciblés, en génétique, en références techniques et en innovation post-récolte.

Quel rôle jouent aujourd'hui les cultures associées dans votre système ?

Les cultures associées font partie de notre réflexion de fond, mais elles ne sont pas encore généralisées sur toutes les légumineuses. Elles répondent à des objectifs agronomiques clairs comme la gestion des adventices, la stabilité des rendements, la résilience face aux aléas climatiques ou encore la limitation des intrants. Leur déploiement se heurte à des contraintes organisationnelles fortes, notamment en aval, en lien avec le tri et la gestion post-récolte. Le sujet du trieur est d'ailleurs présent depuis le début de la réflexion. Pour le moment nous sous-traitons cette étape, sur de petits volumes. A titre personnel, j'aimerais développer la culture du sarrasin, mais pour cela il faut pouvoir la trier et la sécher.

L'étape de tri est un bon exemple des verrous sociotechniques de la diversification. En effet, les solutions agronomiques existent, mais elles supposent une adaptation simultanée des équipements, des compétences et des organisations collectives.

À quel moment avez-vous fait le choix de structurer une micro-filière plutôt que de vous insérer dans une filière existante ?

Très tôt. Produire sans débouché sécurisé n'avait pas de sens pour nous, d'autant plus avec mon parcours dans le commerce. Nous avons répondu à différents appels d'offres régionaux et nationaux avant de pouvoir développer plus largement le projet et la production pour la restauration collective et ce dans une logique de relocalisation des légumineuses.

Avec plusieurs producteurs et sur différents territoires, nous avons mis en avant une organisation collective et un discours très orienté sur le management des risques. Cela a permis de sécuriser les volumes et de crédibiliser notre proposition.

Les premiers packagings de lentilles vertes, beluga et corail sous la marque “C’Mon Pote Agri” ont été commercialisés en novembre 2023. A travers ce verbatim, notre ambition est d'entretenir le lien entre les consommateurs et les agriculteurs. Nous sommes aujourd’hui sur la deuxième campagne avec la restauration collective et nous avons enrichi la gamme avec du pois chiche et du pois cassé. Il y a également un fort besoin en gamme de légumineuses cuisinées, pour pallier au manque de ressources humaines de la restauration collective, que nous souhaitons développer.

Comment avez-vous structuré juridiquement et collectivement ce projet ?

La transformation ne pouvait pas être portée par la Cuma, qui n’en a pas la compétence juridique. C’est pour cela que nous avons créé une association en décembre 2023. Cette association joue un rôle clé car elle permet de légitimer la démarche, de fédérer de nouveaux agriculteurs et de préparer une structuration plus ambitieuse à moyen terme, potentiellement sous forme de SCIC.

L’objectif est clairement d’agrandir cette association, d’y intégrer davantage de producteurs et, par ricochet, d’élargir aussi la base d’adhérents de notre Cuma et pourquoi pas dans d’autres Cuma des territoires. La diversification devient alors un levier d’attractivité du collectif.

Quel rôle a joué la Cuma dans cette trajectoire de diversification ?

La Cuma a été un support essentiel, à la fois pour l’accès au matériel, le partage du risque et la complémentarité des compétences. Mon associé est très orienté production et suivi technique, de mon côté je suis davantage mobilisé sur la structuration de la filière et la commercialisation. Le salarié de la Cuma intervient sur les temps forts et apporte une compétence mécanique indispensable.

La Cuma pourrait aller encore plus loin. Dans un contexte de complexification réglementaire et de transition numérique, il y a là un enjeu majeur d’accompagnement et d’appui aux tâches administratives, qui sont souvent procrastinées par les chefs d’entreprise agricoles.

Quels sont, selon vous, les besoins prioritaires pour lever les freins à la diversification ?

Ils sont de trois ordres. D’abord, un besoin fort en recherche (réduction de produits phytosanitaires, progressivité de rendement) et notamment en progrès génétique comme sur la lentille pour laquelle les variétés actuelles ne sont pas adaptées aux systèmes diversifiés et à bas intrants.

Ensuite, un besoin d’appui organisationnel et administratif. La diversification demande du temps, de la coordination, de la structuration juridique. Ce sont des compétences rarement disponibles à l’échelle individuelle.

Enfin, un besoin de lobbying et de représentation. Faire connaître ces démarches et leur donner de la visibilité permettrait de recruter de nouveaux agriculteurs, de sécuriser les filières et d’influencer les politiques publiques. Sur ce point, le réseau Cuma a un rôle clé à jouer comme cela est notre cas en étant accompagnés par la Fédération régionale des Cuma du Grand Est.

Concernant les questions agronomiques, on aura toujours des besoins d’accompagnement, mais il faut toujours se remettre dans un contexte réel à savoir que les journées durent 24h et que l’on ne cherche pas des rendements olympiques. Par contre, nos actions ont un fort impact social, on travaille à la protection des ressources, à la création d’emploi et à la dynamique et à l’attractivité

du territoire. Cela compte tout autant que les rendements, dès lors que les équilibres économiques sont satisfaits.

Avec le recul, quels enseignements tirez-vous de votre expérience ?

Il faut oser. Par exemple, je veux tester le sarrasin, je sais que ça va être coûteux, mais j'ai appris le management des risques et je veux me lancer. Innover et investir dans le développement de l'entreprise, c'est pour moi une voie d'épanouissement personnel mais qui ne doit pas aller à l'encontre de la gestion de l'entreprise et de mon foyer avec deux enfants. Le qualitatif est aussi important que le quantitatif, et mettre du qualitatif dans l'équation de l'entreprise permet d'objectiver le quotidien et de donner du sens. Je ne regrette rien du chemin parcouru et ce malgré les prises de risques réelles. Aujourd'hui, je trouve très important de communiquer sur ces expériences, pour donner envie et créer des vocations. La diversification, quand elle est pensée de manière systémique, redonne du sens au métier. Aujourd'hui, on travaille de moins en moins avec nos parents sur la ferme mais à l'inverse on travaille ailleurs, on monte en compétence sur certains domaines, on cherche des sujets transversaux pour évoluer et s'épanouir dans notre métier d'agriculteur.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Il nous faut valider la preuve de concept, élargir l'association, recruter de nouveaux producteurs mais aussi de nouveaux membres dans la Cuma, et progressivement augmenter les surfaces en légumineuses. À l'horizon 2027, l'objectif est de changer d'échelle en multipliant les surfaces actuellement produites tout en restant fidèle aux principes de départ : cohérence agronomique, collectif, et absence d'externalités négatives.



Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons 4.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.